



## - Communiqué de presse -

N° 21-5

Vitry-sur-Seine, le 22 mars 2021

### **La CNL du Val-de-Marne s'engage dans la bataille de l'eau, votons du 22 mars au 13 avril pour dire que l'eau est à nous !**

**Pour cette journée mondiale de l'eau, la Confédération Nationale du Logement du Val-de-Marne s'engage dans la lutte pour une eau gratuite et publique. En convergence avec de nombreux acteurs politiques associatifs, nous nous engageons pour une votation citoyenne du 22 mars au 13 avril afin de dire non à la marchandisation de l'eau et affirmer que l'eau est à nous !**

Depuis plusieurs semaines, notre organisation est engagée dans la bataille contre la fusion Suez-Veolia qui fait peser un grave risque de marchandisation de l'eau. Les grands groupes de l'eau favorisent le gaspillage en privilégiant les profits sur les investissements dans les réseaux. 20 % de l'eau produite est perdue dans les fuites en France hexagonale et jusqu'à 60 % en Outre-mer. C'est l'équivalent de la consommation annuelle de 18,5 millions d'habitants. Mais cette eau perdue est quand même facturée aux usagers. Cette ressource est même devenue une valeur à la bourse de New York !

L'eau est aussi une marchandise de conflit dans le monde que ce soit au Proche-Orient ou en Afrique provoquant de multiples conflits armés et des migrations de populations. On parle même de l'eau, cet « or bleu », comme le moteur futur des désorganisations des Etats.

Pourtant, l'eau est avant tout un élément fondamental de la vie humaine et une ressource utile de tous les jours pour boire, se laver, nettoyer. Nous devons la considérer comme un bien commun et non une marchandise entre les mains de grands vautours.

Dans le Val-de-Marne, nous nous félicitons de l'initiative de neuf maires afin de réclamer une sortie du Sedif, le syndicat des eaux d'Île-de-France et bras armé de Veolia, et de vouloir mettre en place une régie publique de distribution de l'eau. En régie publique, la facture d'eau est 10 à 25 % moins chère que si l'eau est gérée par les multinationales. Ces maires ne veulent pas d'une eau rentable mais d'une eau comme bien commun.

La Confédération Nationale du Logement du Val-de-Marne se félicite aussi de la mise en place d'une Commission d'enquête parlementaire à ce sujet et d'une grande campagne nationale pour défendre le droit à l'eau et du refus de laisser cette ressource aux mains des multinationales. Cette campagne passe par une grande votation citoyenne, initiée par une convergence de partis politiques et d'organisations associatives, et à laquelle la CNL est partie prenante, qui a lieu du 22 mars au 13 avril 2021 pour dire que l'eau est à nous ([www.eau.vote](http://www.eau.vote)).

**Fédération C.N.L. du Val-de-Marne**

**Contact presse**

**CNL 94 01 43 91 11 11 / [cnl.94@wanadoo.fr](mailto:cnl.94@wanadoo.fr) – #cnlvaldemarne**

**Alain Gaulon, président**